

## IMPOSÉS PAR LA CRISE

## À quand les superministères ?

**L'Algérie devrait-elle aller vers la création de superministères afin de parvenir à une réduction des dépenses de fonctionnement de l'Etat en ces temps de crise où les restrictions s'imposent ?**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - La décision de désigner Abdelmadjid Tebboune à la tête du ministère du Commerce a fait ressurgir un débat dans lequel s'impliquent de plus en plus d'experts.

Nommé ministre par intérim du département à la tête duquel officiait le défunt Bakhti Bélaïb, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme cumule ainsi deux hauts postes de responsabilité, sans liens apparents, prouvant la possibilité d'aller vers un nouveau schéma auquel beaucoup appellent. «Je dirais même que Tebboune cumule trois postes», s'insurge Aït Ali Ferhat, économiste algérien connu pour ses appels incessants en faveur du jumelage des ministères. Lesquels ? «N'oubliez pas qu'il chapeaute également la construction de la Grande Mosquée d'Alger qui relève en principe du ministère des Affaires religieuses. Non pas qu'il ne puisse pas ou ne faille pas le faire, mais cette situation prouve au contraire qu'il est parfaitement possible de revoir le schéma en place.»

Aït Ali Ferhat s'interroge : «L'agriculture, la pêche et les ressources en eau sont des départements qui relèvent en principe d'un même secteur, pourquoi les séparer en plusieurs

ministères et des gestionnaires différents qui ont parfois des visions opposées. «De la même manière, j'estime qu'il faudrait regrouper le ministère de l'Economie et celui des Finances, ceux du Commerce et même de l'Industrie, le Tourisme et l'Environnement, il s'agit d'un ensemble indissociable alors pourquoi le dissocier.» A ses yeux, la configuration actuelle renvoie l'image de départements qui se contredisent alors «qu'ils sont censés coordonner leurs actions. Dans l'immédiat, l'économiste préconise la mise en place d'un ministère du plan spécialement chargé de revoir la configuration en place. «Une telle avancée permettra beaucoup plus que la restriction budgétaire, c'est une question stratégique, car la mise en place de superministères permettra d'avoir une vision d'ensemble, une vision plus globale par un gestionnaire qui n'aura plus à s'embarrasser de contradictions».

Rachid Tlemçani, politologue et sociologue connu pour ses positions en faveur d'une restructuration administrative globale, s'étale un peu plus longuement sur les répercussions que peut engendrer la création de superministères. «A mon avis, il faut effectivement revoir complètement et profondément la configu-



Une restructuration administrative globale en perspective.

ration administrative en place. Il ne faut pas de replâtrage ou de colmatage, non, il faut mettre en place une dynamique administrative qui servira à lutter contre la bureaucratie, la corruption, mais qui permettra aussi de réduire grandement les dépenses. Au niveau ministériel, il est difficile de donner un aperçu du taux de réduction que cela pourrait engendrer en matière de dépenses de fonctionnement, mais il n'y a pas que les ministères.» Selon Rachid Tlemçani, la restructuration devrait s'étendre à toute l'administration. «Aujourd'hui, qui est en mesure

de dire à quoi sert une daïra du moment que les papiers d'identité sont délivrés par les communes.

Quelle est sa raison d'être, et pourquoi donc ne pas l'éliminer ou la dissoudre dans d'autres départements ? Posez-vous la question : combien une daïra coûte à l'Etat ? Le budget dépensé pour son fonctionnement est énorme.» Avec la création de superministères, le réaménagement de certaines structures administratives permettrait, selon lui, de réduire les dépenses de fonctionnement de l'Etat. L'avis est partagé par d'autres experts

convaincus eux aussi de la nécessité d'aller vers des changements imposés non seulement par la crise mais par les mutations profondes que connaît la société. «Depuis un long moment, les Algériens ont droit à de grands discours des décideurs sur la nécessité d'aller vers des restrictions en tous genres, malheureusement, elles ne s'imposent qu'aux citoyens, aux Algériens qui ne sont pas responsables des dilapidations et de la mauvaise gestion qui a exacerbé la crise dans notre pays. Il serait peut-être temps qu'ils donnent l'exemple, et qu'ils aillent vers une restructuration qui limite les dépenses superflues. La multiplication des hauts postes de responsabilité, avec tout le train de vie que cela entraîne, en fait partie alors nous leur disons, donnez l'exemple.»

Peu de temps après l'adoption de la nouvelle Constitution, des informations persistantes avaient évoqué la création imminente de ces superministères dont certains (économie, planification) devaient être mis directement sous la coupe du Premier ministre.

L'annonce, dit-on, devait en être faite peu de temps après le fameux remaniement ministériel maintes fois annoncé et au cours duquel Sellal devait être reconduit dans ses fonctions avec de plus larges prérogatives. Le remaniement n'a jamais eu lieu, les superministères non plus...

A. C.

## NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

## Veillée d'armes chez les syndicats

**Les différentes organisations syndicales, l'UGTA y compris, seront prochainement invitées par le ministère du Travail et de l'Emploi pour une rencontre. Une réunion, dont l'ordre du jour sera consacré au nouveau projet de loi portant code du travail.**

**Abder Bettache -Alger (Le Soir)** - Il a été décidé qu'avant la tenue de ladite réunion, il sera demandé aux organisations syndicales concernées de verser au secrétariat du ministère les propositions et autres réserves.

A ce propos, selon l'intersyndicale, la quasi-totalité des organisations syndicales dites «autonomes» ont d'ores et déjà exprimé leur «opposition» à la copie qui leur a été remise, il y a de cela un mois, par le département du travail. Le document en question englobe 661 articles dont 40% nouveaux.

Selon le département du travail, la «transmission d'une copie de l'avant-projet du nouveau code du travail permettra à ces syndicats de s'enquérir de son contenu et présenter par la suite leurs observations et leurs propositions sur ce texte en tant que partenaire social».

La même source a indiqué que ledit projet de loi «consacre les droits et devoirs des travailleurs et préserve leurs acquis, englobe plusieurs nouvelles dispositions, qui s'ajoutent aux articles de l'actuel code mais qui ont été actualisés



Mohamed El Ghazi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

suivant les derniers développements socio-économiques survenus». «L'avant-projet de code inclut des dispositions visant à renforcer la protection du travailleur dans le cadre des contrats de travail à durée déterminée (CDD), et d'autres visant à lutter contre le harcèlement sexuel en milieu professionnel, et les voies et moyens de lutter contre ce phénomène», ajoute-t-on de même source.

Or, du côté des organisations syndicales à l'instar du Snapap, «ce nouveau code du travail est une menace réel au droit à la grève des libertés syndicales». «En tant que partenaire social, nous refusons ce code de travail, qui répond aux

aspirations des patrons au détriment des travailleurs. Ce code remet en cause la relation de travail, il encourage la logique de précarité de l'emploi par la généralisation des contrats à durée indéterminée et les formules de pré-emploi», explique, M. Nabil Ferguenis du Snapap. Et d'ajouter : «Ce code du travail remettra en cause les libertés syndicales en conditionnant le droit de la grève.»

D'autres sources syndicales mettent en avant les «dangers» du nouveau projet de loi du travail en Algérie, en évoquant notamment «la baisse des libertés individuelles et collectives des travailleurs, la réduction du rôle de l'Inspection du travail, l'expansion des droits de l'employeur au

détriment des droits des travailleurs, la restriction de l'activité syndicale, ou encore l'ingérence dans les affaires internes des organisations syndicales, la violation du principe de la négociation dans le domaine de la relation de travail...» Face à cette situation, nos interlocuteurs n'écartent pas un probable retour à la contestation sociale.

Dans son article 1, le nouveau code du travail stipule que «la présente loi a pour objet de déterminer les dispositions législatives relatives aux relations de travail, à la prévention et au règlement des conflits de travail, à la sécurité, à la santé au travail, à la formation en cours d'emploi, aux conditions de placement et d'emploi, aux modalités d'exercice du droit syndical et au contrôle de leur application».

Pour rappel, le ministère du Travail avait organisé au mois de janvier dernier, une journée d'information au profit des représentants des syndicats en prélude à une nouvelle étape sur la voie du renforcement du dialogue permanent entre les autorités et le partenaire social. Lors de cette rencontre, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, avait affirmé, lors de cette journée d'information, qu'il transmettrait aux syndicats le contenu de l'avant-projet du nouveau code de travail, pour qu'ils puissent présenter leurs observations et propositions.

A. B.